

ACTION URGENTE

LE GOUVERNEMENT ABANDONNE LA PROCÉDURE DE FERMETURE D'UNE ONG

Les autorités équatoriennes ont renoncé à leur projet de faire fermer l'organisation Fundamedios, qui défend la liberté d'expression. Cette décision est positive et permettra à Fundamedios de continuer à mener son travail légitime en faveur des droits humains.

Le 25 septembre, le secrétariat national de la Communication (Secretaria Nacional de Comunicación, Secom) a fait savoir à **Fundamedios**, une organisation non gouvernementale (ONG) équatorienne travaillant sur les questions de liberté d'expression dans le pays, que la procédure lancée le 7 septembre pour lui faire fermer ses portes avait été abandonnée.

Le Secom a indiqué dans sa correspondance avec Fundamedios qu'il était parvenu à cette décision après avoir accepté la requête du médiateur, qui quelques jours plus tôt l'avait exhorté à empêcher la dissolution et la fermeture de Fundamedios afin de renforcer les occasions de dialoguer avec les organisations de la société civile. Cependant, le Secom a également adressé à Fundamedios un « avertissement final » l'engageant « à respecter ses propres statuts, en particulier concernant l'interdiction de s'engager sur le terrain politique, à éviter de lancer l'alerte de manière infondée dans le seul but de porter atteinte au prestige de l'Équateur et de ses institutions, et à faire preuve de transparence quant à ses sources de financement et l'utilisation de ces ressources lorsque la présente autorité le demande. »

Aucune action complémentaire n'est requise de la part des membres du réseau Actions urgentes. Un grand merci à tous ceux qui ont envoyé des appels.

Ceci est la première mise à jour de l'AU 196/15. Pour plus d'informations : www.amnesty.org/fr/documents/amr28/2433/2015/fr/.

Nom : Fundamedios (ONG)

Hommes et femmes